



Les facteurs géopolitiques de la guerre impérialiste contre la Syrie : L'Ancien ordre du Moyen-Orient

Deuxième partie

Par [Fida Dakroub](#)

Mondialisation.ca, 22 mai 2012

22 mai 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

Les facteurs géopolitiques de la guerre impérialiste contre la Syrie

[Première partie : La défaite d'Israël à la deuxième Guerre du Liban \(2006\)](#)

Généralités

Beaucoup de malheur a surgi de ce monde par la confusion et les choses tues[1]. On publie ouvrage sur ouvrage, article sur article, la plupart même cinq ou six fois pour qu'ils ne se perdent pas au cours du long chemin de la prétendue « révolution » syrienne, dont les héros auraient assiégé, depuis un an et quelque, le « tyran de Damas » dans son Grand sérail de despotisme et de tyrannie. Analyses préalables, analyses incidentes, analyses, intérieures, analyses subsidiaires et autres essentielles sont, à chaque instant, soulevées en très grande prolifération.

À propos de chacune de ces grandes et petites analyses, les animateurs de télévision engagent régulièrement, sur les grands écrans, d'entretiens avec des professeurs en sciences politiques, des experts spécialistes des affaires syriennes, des présidents de centres de recherche sur le Proche-Orient, des charlatans orientalistes devenus experts en géostratégie proche-orientale après avoir lu « Tintin et les cigares du Pharaon ». Tout ce bruit, ce brouhaha, ce qu'en-dira-t-on, ce bâillement, ce ronflement, à la radio, à la télé, sur internet, dans les salles à manger, tous ceux-ci constituent des « grands débats » sur le « Printemps arabe » et la prétendue « révolution » syrienne, précisément. Ce sont surtout ces « docteurs » en shamanisme proche-oriental que les médias de l'ordre ont coutume de consulter chaque fois que l'on veut reproduire l'imagerie typique du « despotisme » arabe face à la « démocratie démocratique » de l'Occident. Cependant cette fois-ci, nous voyons ces mêmes « docteurs », qu'on a tant consultés, se précipitent devant les caméras des médias de l'ordre, diffuseurs de la propagande impérialiste, non pour accuser les Arabes d'un « penchant inné au despotisme », mais au contraire, pour les glorifier et les féliciter de leur « printemps », considéré par les fanfarons de l'impérialisme comme l'« incarnation suprême » de l'achèvement total de la démocratie bourgeoise occidentale. Plaudite, acta est fabula ![2]

Des deux axes belligérants au Moyen-Orient

Cependant, derrière cette idylle foudroyante entre médias de l'ordre et « révolutions arabes », se cachent, avec toute l'hypocrisie du discours « philanthrope » et « libérateur », les intérêts stratégiques de l'impérialisme mondial au Moyen-Orient.

Suite à la défaite d'Israël à la deuxième Guerre du Liban[3], l'Empire s'est réveillé à la réalité amère que les Iraniens sont déjà aux portes d'Israël et que l'arche chiite s'est bien établi de l'Iran à l'Est jusqu'au Liban à l'Ouest, en passant par l'Irak et la Syrie. Cet axe opposant à l'Empire au Moyen-Orient comprend, en effet, trois pays, l'Iran, la Syrie et le Liban (ajoutons-y l'Irak du gouvernement Maliki après le départ des troupes étatsuniennes). Le secrétaire général de l'organisation du Hezbollah, Hassan Nasrallah, l'a bien décrit lorsqu'il a dit que cet axe comprend trois « organes » : l'épaule (l'Iran), le bras (la Syrie) et le coup de poing (le Liban)[4].

Face à cet axe, se trouve l'axe pro-Empire composé d'Israël, fer de lance de l'impérialisme mondial au Moyen-Orient, les émirats et sultanats de la péninsule Arabique, l'Égypte au Sud (avant le détronement de son pharaon, Mubarak), et la Turquie au Nord. En effet, l'axe de l'Empire s'est formé en 1978 avec l'établissement de l'ordre de Camp David[5] qui avait remplacé l'ordre de l'après deuxième Guerre mondiale.

En ce sens, nous nous sentons vraiment « embarrassée » de croire au discours « philanthrope » des fanfarons de la tragédie du « printemps arabe », et d'interpréter, par conséquent, les événements qui bouleversent le monde arabe, dès lors, en tant que faits isolés des plans expansionnistes de l'Empire dans la région.

Nos observations du paysage syrien aboutirent à ce résultat que l'insurrection armée en Syrie ainsi que l'émergence subite des groupes islamistes salafistes sur la scène des événements ne peuvent être comprises ni en suivant le discours des médias de l'ordre occidentaux et arabes subordonnés, ni en retenant par cœur le discours poétique et misérable du Conseil national syrien [6], mais bien plutôt en déterminant 1) les composants ethnico-religieux du paysage interne de la Syrie ; 2) les conditions historiques de l'émergence de nouveaux États au Moyen-Orient, au lendemain du démembrement de l'Empire ottoman en 1918 [7] ; 3) l'échec de l'Empire étatsunien suite à la guerre en Afghanistan et en Irak ; 4) la défaite d'Israël à la deuxième Guerre du Liban[8].

Ceci dit, toute analyse portant sur les violences en Syrie - une appellation que nous trouvons plus réaliste que celle fantastique de « révolution » syrienne - doit prendre, comme base d'analyse, ces points mentionnés ci-dessus.

En plus, ce que nous cherchons à établir, c'est précisément la connaissance d'un événement historique significatif dans l'histoire du Proche-Orient, et son effet sur les événements actuels en Syrie ; car même si on possède la connaissance la plus complète possible de la totalité des événements du « printemps arabe », nous resterions désarmés devant les questions suivantes :

premièrement, comment expliquer le fait qu'à un moment donné de la guerre contre le terrorisme déclarée en 2011, l'antagonisme Occident / Islam réussit à former un « front uni » et prétend « défendre » la démocratie et les droits de l'homme dans le monde arabe ; un « front » qui rassemble, derrière la même barricade et sous le même étendard de « liberté, démocratie, justice », l'impérialisme étatsunien, le néo-colonialisme européen, l'islamisme califal turc et le despotisme obscurantiste arabe ?

deuxièmement, comment expliquer le fait que les émirats et sultanats arabes du Golfe se considèrent menacés par l'Iran, un pays musulman, et non par l'État hébreu implanté au cœur du monde arabe par l'impérialisme britannique au lendemain de la Grande guerre ?

troisièmement, comment expliquer qu'Israël, le pays qui se considère et que l'on considère comme la « seule démocratie » au Moyen-Orient, devient à un moment donné la garantie stratégique de la continuité des monarchies despotiques obscurantistes de la péninsule Arabique ?

quatrièmement, comment expliquer le fait que malgré la propagande impérialiste et la désinformation médiatique contre la Syrie, nous constatons que la majorité des Syriens soutiennent toujours le président Bachar al-Assad ; et que la majorité des Libanais et des Irakiens, pour ne pas mentionner les Iraniens, le soutiennent aussi ?

cinquièmement, comment expliquer le fait que les minorités chrétiennes de l'Orient, qui s'identifient normalement avec « l'Occident chrétien » se sentent menacées par la « démocratie démocratique » de ce même Occident, et préfèrent la « tyrannie » du président syrien Assad sur la « liberté » promise par l'impérialisme mondiale ?

Il est vrai que le nombre et la nature des causes déterminant un événement singulier quelconque sont toujours infinis, et qu'il n'y a dans les choses même aucune espèce de critères qui permettrait de sélectionner une fraction d'entre elles comme devant seule entrer en ligne de compte ; cependant, nous ne pouvons pas nous laisser pris « par la confusion et les choses tues » de la propagande impérialiste, pour la simple raison que les causes sont infinies ; au contraire, notre travail analytique nécessite la répartition des causes infinies en groupes de causes finis que nous limitons en deux points précis : 1) les composants ethnico-religieux du paysage interne de la Syrie naturelle, ou l'hétérogénéité culturelle syrienne ; et 2) la concrétisation politique de cette hétérogénéité dans l'émergence de nouveaux États, au lendemain du démembrement de l'Empire ottoman en 1918, selon des conditions historiques précises.

De l'ancien ordre du Moyen-Orient

Il est clair d'emblée que le monde arabe passe par une période de reconstruction majeure de sa carte géopolitique, de ses frontières extérieures et intérieures, des noms de ses pays et de leur nature. Il s'agit, en effet, d'une deuxième reconstruction majeure au cours d'un siècle ; étant donné que la première reconstruction a eu lieu au lendemain de la Grande guerre et du démembrement de l'Empire ottoman en 1918 par l'impérialisme franco-britannique. Entre la première reconstruction (1918) et la deuxième (2011), deux révisions ont été faites :

premièrement, la révision de l'après deuxième Guerre mondiale qui a été appliquée dans les années cinquante et soixante. Cette révision a entraîné à deux grands événements : 1) la chute des monarchies instaurées par l'impérialisme français et britannique au lendemain de la Grande guerre, comme la monarchie d'Idris I de Libye (1951 - 1969), le royaume d'Égypte[9] (1922 - 1953), le royaume d'Irak[10] (1921 - 1958), la monarchie du Yémen[11] (1918 - 1962) ; et 2) l'indépendance des colonies françaises et britanniques en Afrique du Nord et au Proche-Orient.

deuxièmement, la révision de l'ordre du Camp David qui a été établie en 1978 suite à la guerre « carnavalesque » d'octobre 1974. Cette deuxième révision a mené à l'émergence des dictatures et des monarchies sanglantes, imposées et soutenues par l'impérialisme mondial[12]. Pendant trois décennies, des monstres comme Moubarak, Saddam, les émirs et sultans de la péninsule Arabique, se réjouissaient de la bénédiction de l'Empire étatsunien et de ses alliés européens. D'un côté, ce statu quo a imposé Israël au centre des

relations régionales ; de l'autre côté, il a permis aux despotes et aux monstres arabes dociles à l'Empire étatsunien à tyranniser leurs peuples et à les terroriser par la torture, l'oppression et l'extermination. Citons, ici, l'exemple de Saddam Hussein qui s'est précipité dans une guerre sauvage contre le peuple iranien (1979 - 1988) causant 1. 5 millions de pertes humaines entre tués et handicapés[13] ; l'exemple de Moubarak, le pharaon d'Égypte et fils de Ramsès II, qui s'était élevé sur l'Égypte et a affamé son peuple pendant trente ans comme aucun autre pharaon ne l'a jamais fait.

De l'accord Sykes-Picot (1916)

Ainsi qu'en témoigne la carte géopolitique du Proche-Orient, les frontières des États actuels, furent dessinées en pleine Grande guerre (1914 - 1918), précisément selon un partage colonial, issu de plusieurs accords et traités imposés par la France et le Royaume-Uni, les deux grandes puissances colonialistes de l'époque; citons-en l'Accord Sykes-Picot (1916), la Déclaration Balfour (1917), la Conférence de la Paix (1919), le Traité de Sèvres (1920) et le Traité de Lausanne (1923). Il en résulta que les Français et les Britanniques redessinèrent les frontières intérieures et extérieures des provinces arabes de l'Empire ottoman, selon leurs propres intérêts coloniaux, et non pas, évidemment, selon les intérêts des peuples conquis.

Le premier accord entre puissances colonialistes, portant sur l'avenir des provinces arabes de l'Empire ottoman, fut celui de Sykes-Picot, en 1916. Les Grandes puissances étaient en pleine guerre. Le coût de cette guerre attint déjà des millions de cadavres et de mutilés, laissés dans les tranchées d'une guerre faite pour déterminer à quel groupe de brigands financiers reviendrait la plus grande part du butin des colonies. Cependant, loin du bombardement lourd de l'artillerie, à Downing Street à Londres, les deux puissances coloniales, la France et le Royaume-Uni se préparaient pour charcuter et dépecer la prise de « l'Homme malade de l'Europe ». Pour ces deux grandes puissances, la chute de l'Empire ottoman était une question de temps.

Faisant suite à un travail préparatoire épistolaire de plusieurs mois entre Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, et Sir Edward Grey, secrétaire d'État au Foreign Office, l'accord Sykes-Picot fut conclu entre la France et le Royaume-Uni, entre Sir Mark Sykes et François Georges-Picot, le 16 mai 1916. Cet accord prévoyait à terme un dépeçage du Levant et de la Mésopotamie ; plus précisément, l'espace compris entre la mer Noire, la mer Méditerranée, la mer Rouge, l'océan Indien et la mer Caspienne, alors partie intégrante de l'Empire ottoman.

En plus, la Russie tsariste et l'Italie participèrent aux délibérations et donnèrent leur accord aux termes de l'accord, qui demeurait secret jusqu'en janvier 1918, lorsque le nouveau gouvernement bolchévique en Russie le porta à la connaissance du gouvernement de la Sublime Porte, toujours possesseur des territoires concernés.

Selon l'accord Sykes-Picot, le Levant et la Mésopotamie, c'est-à-dire la Syrie naturelle[14], seront découpés en cinq zones :

1. Zone française, d'administration directe formée du Liban actuel et de la Cilicie ;
2. Zone arabe A, d'influence française comportant le nord de la Syrie actuelle et la province de Mossoul ;

3. Zone britannique, d'administration directe formée du Kuweït actuel et de la Mésopotamie ;
4. Zone arabe B, d'influence britannique, comprenant le sud de la Syrie actuelle, la Jordanie actuelle et la future Palestine mandataire ;
5. Zone d'administration internationale comprenant Saint-Jean-D'acre, Haïfa et Jérusalem. Le Royaume-Uni obtiendra le contrôle des ports de Haïfa et d'Acre[15].

De l'opposition étatsunienne à l'accord Sykes-Picot

Sur un autre plan, les États-Unis, qui se présentaient encore au début du XXe siècle comme force « libératrice », ne participèrent pas aux délégations de Sykes-Picot ; et le président Woodrow Wilson se tentait de mettre en avant l'argument de l'auto-détermination des peuples. Par conséquent, il exposa, le 8 janvier 1918 devant le Congrès américain, les quatorze points qui, selon lui, devraient aider au règlement de l'après guerre. Dans la logique de ces quatorze points, l'idée d'envoyer une commission d'enquête dans la province syrienne fut avancée.

Le douzième point donne la position de Wilson sur le partage de l'Empire ottoman :

Aux régions turques de l'Empire ottoman actuel, devraient être assurées la souveraineté et la sécurité ; mais aux autres nations qui sont maintenant sous la domination turque on devrait garantir une sécurité absolue de vie et la pleine possibilité de se développer d'une façon autonome ; quant aux Dardanelles, elles devraient rester ouvertes en permanence, afin de permettre le libre passage aux vaisseaux et au commerce de toutes les nations, sous garantie internationale[16].

En effet, les principes de Wilson ne rejetèrent pas totalement, l'occupation française et britannique des provinces arabes de l'Empire ottoman ; au contraire, ils la légitimèrent. Les principes de Wilson reconnurent seulement la souveraineté des régions turques de l'Empire ; quant aux régions arabes, ces principes garantirent seulement, sans assurer, « une sécurité absolue de vie et la pleine possibilité de se développer d'une façon autonome ». Cela veut dire, sous entendu, que les points de Wilson considéraient les Syriens incapables de décider de leur propre sort ni de leur propre futur ; et par conséquent, ils devaient rester sous une sorte de protectorat colonial avant qu'ils pussent avoir leur indépendance.

Du point de vue de son contenu et non de celui de sa forme, le discours « libératrice » de Wilson ne diffère pas beaucoup de celui déclaré par les puissances coloniales à la Conférence de Berlin en 1884 justifiant le dépeçage de l'Afrique[17]. Si la Conférence de Berlin (1884) adopta un discours « civilisateur » pour justifier le pillage de l'Afrique[18], la Conférence de la Paix (1919) préféra un discours « libérateur » pour régler le saccage du Proche-Orient. Nous rappelons aussi, en passant, du discours « démocrate » de l'Empire étatsunien à la veille de l'invasion de l'Irak en 2003.

Au contraire de ce que la Conférence de la Paix propageait, les Syriens[19] étaient bien déterminés d'obtenir leur indépendance et de se gouverner indépendamment des puissances coloniales. Cela se justifie par la présence, depuis le XIXe siècle, de grands partis politiques, de mouvements, d'organisations, de clubs, de journaux, d'imprimeries, de publications, dont l'objectif principal visait à réaliser l'indépendance des provinces arabes de l'Empire ottoman. En effet, il n'est pas vrai que les Turcs, vaincus à la Grande guerre,

laissèrent des broussailles et de terrains boisés, occupés par des peuplades primitives, comme il plait au discours colonialiste d'en propager ; au contraire, les villes arabes de l'Empire ottoman eurent achevé, à cette époque, un niveau bien avancé dans le domaine de l'organisation urbaine.

Certainement, le positionnement des États-Unis face aux projets de découpage du Levant, à la veille de la Conférence de la Paix (1919), ne s'explique pas par la nature alors « libératrice » des États-Unis, ni par la « bonne volonté » et le « libre arbitre » du président américain Woodrow Wilson, « paix à ses cendres », mais plutôt par l'analyse objective de l'« abstinence » étatsunienne, vue dans le contexte du rapport de force alors établi entre deux puissances coloniales chevronnées, ayant été sur le point de perdre la guerre en Europe, la France et le Royaume-Uni, d'un côté, et une puissance impérialiste ascendante, précipitée à leur secours en 1917, les États-Unis, de l'autre côté. Autrement dit, les États-Unis voulaient, à cette époque, ralentir les ambitions coloniales de la France et du Royaume-Uni, qui se préparaient pour une colonisation complète du Proche-Orient, selon le modèle alors appliqué en Afrique. En plus, les intérêts étatsuniens exigeaient que les provinces arabes de l'Empire ottoman ne fussent pas sous occupation directe menant à une colonisation complète, telle qu'elle était exercée en Afrique, mais plutôt sous occupation indirecte, contrôlée par la Société des Nations.

Selon cette volonté de refuser l'impérialisme britannique et français, et ses manifestations, un nouveau système juridique fut progressivement mis en place. La Société des Nations organisa dans le cadre d'une commission une consultation des peuples concernés. La commission d'enquête King-Crane fut ainsi envoyée en 1919 en Palestine, au Liban, en Syrie et en Cilicie, afin d'enquêter les souhaits des populations quant à leur avenir. En Irak également, les Britanniques lancèrent une consultation populaire entre décembre 1918 et janvier 1919.

Sentant la situation leur échapper, les Français et les Britanniques, qui eurent participé à la prise de Damas en 1918, quittèrent la commission et imposèrent précipitamment sur les territoires concernés de nouvelles frontières telles qu'elles furent précisées par l'accord Sykes-Picot. L'année suivante, les forces britanniques se retirèrent de la zone d'influence revenant à la France, cédant son contrôle aux troupes françaises.

Incapable de faire face à la volonté des puissances coloniales, la Société des Nations leur confia, en 1920, un mandat sur les provinces arabes de l'Empire ottoman, lesquels devaient rapidement aboutir, au moins théoriquement, à l'indépendance des deux territoires. Toutefois, les nationalistes syriens, organisés depuis la fin du XIXe siècle, ayant espéré la création d'une Syrie indépendante, incluant la Palestine et le Liban, rejetèrent le mandat.

En mars 1920, le Congrès national syrien, élu en 1919, refusa le mandat français et proclama unilatéralement l'indépendance du pays. Néanmoins, en avril 1920, la conférence de San Remo confirma les accords Sykes-Picot, et légitima l'intervention militaire française. Par conséquent, les troupes du général Gouraud entrèrent à Damas en juillet, et écrasèrent brutalement l'indépendance de la Syrie. Des milliers de nationalistes syriens furent exécutés par les autorités d'occupation françaises. Ce fut alors l'effondrement du « grand projet arabe » de rassembler, autour de Damas, les provinces arabes autrefois parties de l'empire ottoman. Alors qu'elle avait été hostile envers les Turcs, la population syrienne développa rapidement un sentiment antifrançais.

Ainsi, en découpant la Syrie naturelle, émergèrent de nouveaux États, qui n'ont jamais

existés avant l'occupation franco-britannique : l'Irak, la Jordanie, le Kuwait, le Liban, la Palestine, la Syrie, ainsi que deux autres États qui ne durèrent pas longtemps, grâce au rejet complet de la part du peuple syrien - ce rejet mena à la révolution syrienne (1925 - 1927) - nous parlons ici de l'État druze et de l'État alaouite.

Fida Dakroub, Ph.D

Pour communiquer avec l'auteure : <http://bofdakroub.blogspot.com/>

Notes

[1] Citation de Fédor Dostoïevski.

[2] Sur son lit de mort, l'Empereur romain August, se sentant de plus en plus faiblir, demanda un miroir, se fit peigner les cheveux et raser la barbe. Après quoi, il dit : N'ai-je pas bien joué mon rôle ? » ; Oui, lui répondit-on ; Battez donc des mains, dit-il, la pièce est finie ! Plaudite, acta est fabula !

[3] Dakroub, Fida. (2012, 14 mai). La défaite d'Israël à la deuxième Guerre du Liban (2006). Centre de recherche sur la mondialisation. Récupéré le 21 mai 2012 de : <http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30846>

[4] <http://video.moqawama.org/sound.php?catid=1>

[5] Les accords de Camp David furent signés le 17 septembre 1978, par le Président égyptien Anouar el-Sadate et le Premier Ministre israélien Menahem Begin, sous la médiation du Président des États-Unis, Jimmy Carter. Ils consistent en deux accords-cadres qui furent signés à la Maison Blanche après 13 jours de négociations secrètes à Camp David. Ils furent suivis de la signature du premier traité de paix entre Israël et un pays arabe : le traité de paix israélo-égyptien de 1979.

[6] Voir l'article de l'auteur, « Le 11-Vendémiaire de la Sainte-Révolution syrienne ou L'Échec du Conseil national syrien » :

<http://www.legrandsoir.info/le-11-vendemiaire-de-la-sainte-revolution-syrienne-ou-l-echec-du-conseil-national-syrien.html>

[7] Nous désignons par conditions historiques l'ensemble des accords et des traités entre puissances coloniales et impériales sur le découpage et le partage du Levant en plusieurs États antagonistes au lendemain de la Grande guerre (1914 - 1918).

[8] Dakroub, Fida. La défaite d'Israël à la deuxième Guerre du Liban (2006). loc. cit.

[9] Le royaume a été créé en 1922 lorsque le gouvernement britannique a reconnu l'Égypte indépendante. Le sultan Fouad I devint ainsi le premier roi du nouvel État. Farouk I succéda à son père comme roi en 1936. Avant la France, l'Égypte avait été occupée et contrôlée par le Royaume-Uni à partir de 1882.

[10] Le royaume est d'abord proclamé le 23 août 1921, durant la période du Mandat britannique de Mésopotamie. Le Mandat de la Société des Nations exercé par le Royaume-Uni est juridiquement annulé en 1922, mais la tutelle britannique reste partiellement en place dans les faits jusqu'en 1932, date à laquelle l'Irak voit sa pleine indépendance

reconnue de droit par son adhésion à la SDN.

[11] Le Royaume du Yémen est un État ayant existé de 1918 à 1962, dans la partie nord de l'actuel Yémen.

[12] Özhan, Taha. (2011, 10 octobre). The Arab "Spring". Hürriyet. Récupéré le 21 mai 2012 de <http://www.hurriyetaidailynews.com/default.aspx?pageid=438&n=the-arab-8216spring8217-2011-10-27>

[13] Karsh, Efraim. (2002). The Iran-Iraq War 1980-1988, Osprey: London.

[14] Il s'agit ici de la Syrie naturelle qui correspond grosso modo à la Syrie gréco-biblique, située entre l'Anatolie, la Mésopotamie, la Méditerranée et le Sinaï (actuellement : Syrie, Liban, Palestine, Jordanie, Irak, Kuwait et l'État hébreu).

[15] Laurens, Henry. Comment l'Empire ottoman fut dépecé, dans Le Monde Diplomatique, avril 2003.

[16] Les quatorze points du Président Wilson, message au Congrès exposant le programme de paix des États-Unis, le 8 janvier 1918.

[17] La Conférence de Berlin marqua l'organisation et la collaboration européenne pour le partage et la division de l'Afrique. Cette conférence commença le 15 novembre 1884 à Berlin et finit le 26 février 1885. À l'initiative du Portugal et organisée par Bismarck, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, le Suède-Norvège et la Turquie ainsi que les États-Unis y participèrent. La conférence de Berlin n'a pas partagé l'Afrique entre les puissances coloniales, elle ne fait qu'établir les règles de ce partage.

[18] En 1876, la conférence de géographie de Bruxelles (12 - 19 septembre 1876) avait été convoquée par le roi des Belges Léopold II afin d'envoyer des expéditions au Congo pour les motifs présumés d'y abolir la traite des Noirs maintenue par les Arabes et, selon ses propres termes, de « civiliser » le continent africain.

[19] Par Syriens, nous désignons les habitants de la Syrie naturelle précédant l'Accord Sykes-Picot.

*Docteur en Études françaises (UWO, 2010), **Fida Dakroub** est écrivaine et chercheuse, membre du « Groupe de recherche et d'études sur les littératures et cultures de l'espace francophone » (GRELCEF) à l'Université Western Ontario. Elle est l'auteur de « L'Orient d'Amin Maalouf, Écriture et construction identitaire dans les romans historiques d'Amin Maalouf » (2011).*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Fida Dakroub](http://www.fidadakroub.com), Mondialisation.ca, 2012

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca